

Rapport N° 22

Budget 2012, Crédits d'extension des Services Industriels, Crédits routiers et d'assainissement pour l'entretien constructif, Plan d'investissements 2012 - 2016

Nyon, le 28 novembre 2011

Au Conseil communal de Nyon

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

Conformément à l'article 74.1 du règlement du conseil communal la commission des finances (Cofin) a examiné le projet de budget pour 2012 présenté par la Municipalité dans son préavis du 10 octobre 2011. Elle s'est réunie à 10 reprises, soit les 24 et 31 octobre, puis les 1, 14, 15, 16, 17, 22, 24 et 28 novembre.

Le quorum n'a pas été atteint à 2 reprises mais cela n'a pas posé de problèmes, les questions des commissaires absents ayant été relayées par le président. Pour les autres séances, et notamment lors des débats internes de la Cofin, le quorum était largement atteint.

M. Yvan Cornu, ayant manqué un grand nombre de séances en raison d'un problème de santé, ne signe pas ce rapport.

La commission a rencontré tous les membres de la Municipalité ainsi que tous les chefs de service ou leurs remplaçants. La Cofin les remercie pour leur disponibilité ainsi que pour les renseignements et réponses fournis.

Chaque séance avec la Municipalité a débuté avec des remarques générales du (de la) Municipal(e) responsable et/ou de son chef de service, suivi d'une discussion et de l'examen, ligne par ligne, des chapitres correspondants du budget. A plusieurs reprises, la Cofin a demandé la production postérieure de pièces complémentaires, qui ont généralement été fournies dans les meilleurs délais par le service en question.

Préambule

Après un budget 2010 calamiteux qui prévoyait un déficit de fr. 9'240'000 et pour finir des résultats euphoriques avec un excédent de revenus de fr. 735'000.-, après un budget 2011 prévoyant un excédent de charges de fr. 1'023'000.-, soit proche de zéro, les membres de la Cofin s'étaient mis à rêver que le budget 2012 serait équilibré. En effet, la volonté affichée par la Municipalité de réduire les coûts par des mesures d'économie, des rentrées fiscales favorables à notre commune et la réforme du système péréquatif censée amener une stabilité quant aux écarts d'une année à l'autre pouvaient augurer de jours meilleurs.

C'est tout le contraire qui s'est produit puisque l'excédent annoncé est de fr. 11'100'000.- ; cela donne carrément le tournis, les membres de la Cofin se sont retrouvés dans la situation d'un boxeur KO debout. L'explication tient en quelques lignes : augmentation des acomptes de la facture de la péréquation, décisions du Conseil communal et relâchement de la Municipalité par rapport aux mesures d'économie (suite aux excellents résultats 2010 ?). Si l'on tient compte des deux dernières raisons citées, l'excédent de charge serait de fr. 2'400'000.-

Le budget de fonctionnement 2012 en résumé

Après un budget 2011 « acceptable », le budget présenté par la Municipalité pour 2012 retombe dans les travers des budgets des années précédentes à savoir des prévisions d'excédents de charges importants voir abyssaux.

Evolution des budgets et des comptes de 2006 à 2012 en francs

<u>Année</u>	<u>Budget</u>	<u>Comptes</u>
2006	- 4'362'000	- 316'000
2007	- 5'926'050	- 18'458
2008	- 6'748'450	- 5'022*
2009	- 5'955'700**	- 3'359'447
2010	- 9'240'647	+ 735'400
2011	- 1'023'690	?
2012	- 11'100'770	?

- *après attribution et prélèvement au fonds de réserve
- ** après revue à la baisse par le Conseil communal

Comme on peut le constater, le plongeon est particulièrement spectaculaire puisque que d'une année à l'autre le déficit budgétisé augmente de plus de fr. 10 mio. De l'avis de la Cofin, c'est dans les 3 facteurs suivants qu'il faut aller chercher l'explication :

1. Comptes maîtrisables par la Municipalité

Les charges de personnel (compte 30) augmentent de fr. 2'261'600 par rapport au budget 2011 et de fr. 5'389'844 par rapport aux comptes 2010. La progression est due à l'adaptation contractuelle des salaires, à la création de nouveaux postes de travail approuvés par le conseil au travers de préavis, au renforcement des effectifs de la police suite à la réforme policière et un accroissement du nombre d'heures pour l'accueil familial de jour (p. 15 du préavis).

Les charges de biens, services et marchandises (compte 31) augmentent de fr. 895'635 par rapport au budget 2011 et de fr. 2'316'030 par rapport aux comptes 2010 (p. 15 – 16 du préavis).

Les aides et subventions (compte 36) augmentent de fr. 571'805 par rapport au budget 2011 et de fr. 1'783'153 par rapport aux comptes 2010 (p. 17 du préavis).

2. Péréquation

Le nouveau système de péréquation qui est entré en vigueur en 2011 aurait dû apporter un soulagement pour les finances de notre ville. Il n'en est rien. Les acomptes de la facture sociale qui avaient enregistré une forte baisse entre 2010 et 2011 (- fr. 7'300'000) ont repris l'ascenseur puisqu'ils augmentent de fr. 5'265'000. Notre participation à la péréquation directe continue à augmenter, fr. 2'230'000 de plus qu'en 2011.

Et pour finir la réforme policière nous coûtera fr. 1'446'000. En contrepartie, le canton nous cède 2 points d'impôt, cadeau empoisonné puisque ces 2 points ne suffiront pas à couvrir complètement le financement des postes supplémentaires dûs à ladite réforme.

3. Recettes

Pour rappel, les impôts 2010 avaient connu une forte progression due à différents facteurs exceptionnels. Pour 2011 le budget a été adapté en fonction d'une bascule de 6 points d'impôt en faveur du canton. Pour 2012, c'est le canton qui nous cède 2 points d'impôt. Le budget prévoit un léger accroissement (3.8%) par rapport à 2011. Pour l'ensemble des recettes la Municipalité prévoit un accroissement de 2,3 % par rapport au budget 2011 et une baisse de 1,75% par rapport aux comptes 2010 (p. 18 – 20 du préavis).

Budget d'investissement 2012, marge d'autofinancement et endettement

Le budget d'investissement est commenté aux pages 21 à 23 du préavis. On constate que les dépenses nettes d'investissement augmentent par rapport aux comptes 2010 (très faibles) et sont stables par rapport au budget 2011. Nouveauté : figure dans le tableau l'investissement de Regionyon. Le détail, qui figure aux pages 93 à 105 du budget, indique des dépenses de fr. 30'899'000. Il ressort du même budget qu'elles devraient se situer à près de fr. 64'000'000 (!) en 2013. Le total pour la période de 2012 à 2016 est d'environ 300 millions de francs.

Pour pallier le retard pris ces dernières années, la Municipalité présente un ambitieux programme d'investissements mais ne mentionne pas le comment de son financement. On constate dans le tableau de la page 22 du préavis que la marge d'autofinancement des dernières années a évolué dans une fourchette de 12 à 18 mio. ce qui n'est pas forcément suffisant par rapport au programme d'investissements mais, vu le peu de projets réalisés, a permis de diminuer la dette. Celle-ci se monte maintenant à près de 128 mio. contre 168 mio. selon ce qui avait été projeté.

Par contre pour 2012, la marge d'autofinancement prévue est de fr. 1'544'000, c'est-à-dire pratiquement nulle ce qui revient à dire que nous devons pratiquement emprunter le 100% de l'argent nécessaire à nos dépenses d'investissements ce que la Cofin ne peut accepter. Elle rappelle à ce sujet qu'elle soutiendrait la création d'un impôt affecté pour la réalisation de certains projets.

Analyse du budget

La Cofin a procédé à l'étude du budget en analysant d'une part les charges par nature et d'autre part par direction. Les constatations sont les suivantes :

Examen des charges par nature

(Les chiffres 2012 sont comparés au budget 2011 et aux comptes 2010 ; la comparaison aux comptes 2010 apparaît comme étant primordiale pour la Cofin. Les montants sont classés par ordre d'importance)

	<u>Montant</u>	<u>Bu. 2011</u>	<u>Cptes 2010</u>
1. Autorités et personnel	48'032'350	+ 7.29%	+ 12.64%
2. Charges cantonales	46'274'000	+ 24.19 %	+ 7.63%
3. Biens, services et marchandises	41'442'545	+ 2.21%	+ 5.92%
4. Aides et subventions	11'917'465	+ 5.02%	+ 17.50%
5. Amortissements	11'537'000	+ 2.38%	+ 11.37%
6. Intérêts passifs	4'204'700	- 5.71%	- 13.01%
7. Financements spéciaux	1'740'740	+ 12.91%	- 77.09%

Dans l'ensemble les charges atteignent fr. 180'554'270, y compris les imputations internes, soit une augmentation de fr. 13'839'900, ou 8.3% par rapport au budget 2011 ou fr. 8'813'540 (+ 5.13%) par rapport aux comptes 2010.

Autorités et personnel (compte 30)

Le budget 2012 prévoit des charges de fr. 48'032'350, soit une **augmentation** de fr 3'261'600 (7.29%) par rapport au budget 2011 et de fr. 5'389'884 (12.64%) par rapport aux comptes 2010. Cela résulte des annuités et promotions à verser conformément au règlement du personnel et à l'indexation des salaires estimée au moment de l'élaboration du budget à 0,7 %, mais celle-ci **pourrait sérieusement diminuer** puisque l'indice des prix est à zéro selon les derniers pointages ; cela représenterait une **économie** d'environ fr. 300'000.-. Pour le calcul des assurances sociales le taux de référence a été recalculé en fonction de quelques hausses et nouveautés (AC. + 0.1, PC 0.06 et Fds de chômage 0.5, uniquement sur salaires supérieurs à fr. 126'000). Ce taux a été **arrondi vers le haut (+0.2%) et le fonds de chômage a été calculé sur l'ensemble des salaires...**

Pour finir, la hausse de ce poste est aussi due à la création de nouveaux postes de travail, soit 7 EPT + 5 policiers en fonction de la réforme policière. Pour information, à fin 2011, la commune comptera 297,95 EPT contre 253,85 au début de 2006.

Charges cantonales (compte 35)

Après avoir baissé de fr. 3'280'850 entre 2010 et 2011, les charges cantonales font un bond gigantesque puisqu'elles se montent à fr. 46'274'000 au budget 2011 soit fr. 9'012'500 de plus qu'en 2010 (+ 24.19%). Ce qui est impressionnant également, si l'on observe le tableau ci-dessus, c'est qu'entre 2010 et 2011 ce poste est passé de la troisième à la deuxième place et qu'il est très proche de la première place pour ce qui est du classement des charges par nature !

BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES (COMPTE 31)

Ce poste subit une **augmentation** de fr. 895'635 (2.21%) par rapport au budget 2011 et de fr. 2'316'030 (5.92%) par rapport aux comptes 2010. Mis à part les imprimés et fournitures de bureau ainsi que les achats d'eau, d'énergie et de combustible les postes du compte 31 subissent des hausses importantes par rapport au budget 2011 et aux comptes 2010. La Cofin a le sentiment que l'on se « **lâche** » après avoir économisé en 2010 et 2011. Elle a également l'impression que pour l'établissement du budget cela consiste à **reprendre** les chiffres du budget 2011, éventuellement en les majorant, plutôt que de se baser **sur la réalité des comptes 2010**. C'est plus facile d'expliquer une non-dépense plutôt que de devoir justifier des dépenses imprévues lors de l'examen des comptes. La Cofin a constaté aussi que pour le compte 314 (entretien immeuble, routes et territoire) on passe par le budget de fonctionnement des objets qui devraient faire partie de demandes de crédits d'investissements (changement des vitrages de la salle de gym de Marens, création d'une plate-forme de surveillance à la piscine de Colovray, pose d'une cloison mobile pour isoler le bar au Rocher par exemple). Ces objets pourraient faire partie d'un **préavis pour un crédit-cadre annuel** au même titre que le préavis pour l'achat de véhicules.

Aides et subventions (compte 36)

Les aides et subventions à des institutions privées **augmentent** de fr. 571'805 entre le budget 2011 et le budget 2012 pour se fixer à fr. 11'971'465 (+5.02%). La différence est de fr. 1'783'153 par rapport à 2010 (+17.5%).

On trouve ces subventions dans les comptes 3650 et 3660 dans le budget. On y reviendra lors de l'analyse des charges par direction.

Amortissements

L'essentiel des amortissements concerne le patrimoine administratif. Celui-ci doit être amorti selon les règles prescrites par la comptabilité publique. Au fur et à mesure que la commune procède à des investissements, les amortissements augmentent. Ceux-ci progressent de 2.38% par rapport au budget 2011 et de 11.37% par rapport aux comptes 2010.

La liste des amortissements à effectuer sur le patrimoine administratif figure aux pages 80 à 90 du budget.

Intérêts passifs

Enfin une bonne nouvelle dans ce budget, les intérêts que la commune doit payer à ses créanciers **diminuent** de manière importante par rapport aux comptes 2010 (fr. 628'729 ou 13%) et au budget 2011 (fr. 254'500 ou 5.71%). Ceci est dû à une baisse de notre dette et aussi au fait que nous empruntons à des taux intéressants, voire le tableau en page 79 du budget.

Attention tout de même, une augmentation des investissements financés par voie d'emprunts plutôt que par l'autofinancement réduira la capacité d'action de la Municipalité. Il est donc important de maîtriser l'endettement.

Financement spéciaux (compte 38)

On constate une augmentation des attributions aux fonds de réserve (comptes 381) de fr.199'050 par rapport au budget 2011 (+13.21%) mais une sensible diminution par rapport aux comptes 2010 (fr. 1'572'607 ou 47.8%).

Ces actions n'ont pas d'impact sur la situation financière de la commune, mais uniquement sur le résultat comptable. En effet, contrairement à ce que l'on pourrait croire, la plupart des fonds sont vides et il ne se trouve pas un centime dans leurs comptes, à l'exception de quelques comptes affectés.

Examen des charges par direction

Les charges évoluent comme suit par rapport au budget 2011 et aux comptes 2010:

(comme dit plus haut, la Cofin attache une importance particulière à la comparaison entre les chiffres du budget 2012 et ceux des comptes 2010 reflétant la réalité)

	<u>Montant</u>	<u>Bu 2012</u>	<u>Cptes 2010</u>
1. Finances	32'787'000	+ 9.68%	+ 6.35%
2. Affaires sociales	34'621'695	+ 21.50%	+ 6.89%
3. Travaux et environnement	19'182'280	+ 2.54%	+ 7.95%
4. Administration générale	19'337'990	+ 8.61%	+ 12.40%
5. Police	14'594'450	+ 22.24%	+ 25.85%
6. Domaines et bâtiments	11'932'550	+ 4.52%	+ 8.66%
7. Instruction publique et cultes	2'114'845	+ 1.37%	- 63.60%
8. Services industriels	45'782'960	- 0.92%	+ 1.81%

Finances (compte 2)

Les charges **augmentent** de 9.68% par rapport au budget 2011 et de 6.35% par rapport aux comptes 2010. Les traitements (compte 200) augmentent en raison de 0,4 EPT supplémentaire pour la reprise de tâches des SI. Les prestations de l'ACI (compte 210) augmentent en raison de l'augmentation des impôts perçus et du nombre de dossiers. Le service de la dette (compte 220) **continue à diminuer**, -8.6% par rapport au budget 2011 et - 16.4% par rapport aux comptes 2010. On prévoit des provisions pour des emprunts à court terme prévus en 2012. Les titres et créances (compte 222) devraient rapporter plus qu'en 2010 (2.5%) mais moins qu'en 2011 (-7.7%) : la rétribution du propriétaire (ligne 4111 – SI) n'est plus autorisée, on se rattrape partiellement avec le revenu sur les SI (ligne 4909). La participation au fonds de péréquation directe (compte 224) augmente de 12.5% par rapport au budget 2011 et de 37.6% par rapport aux comptes 2010. Les amortissements (compte 230) sont en augmentation par rapport au budget 2011 (11.8%) et par rapport au comptes 2010 (22.9%).

Affaires sociales (compte 7)

Les charges **augmentent** de 21.5% par rapport au budget 2011 et de 6.9% par rapport aux comptes 2010. Cela s'explique notamment par la forte hausse à la participation aux charges cantonales.

Le compte Prestation jeunesse (705) augmente en raison d'un EPT supplémentaire.

Le service social communal (71) augmente ses charges de 5.6% par rapport au budget 2011, notons au passage une forte augmentation pour le centre de rencontre des personnes âgées (+ fr. 39'000) en raison de la suppression du subside fédéral.

Le compte Prévoyance sociale (72) correspond à la facture sociale du Canton.

La santé publique (73) correspond à la participation à l'AVASAD (= aide soins à domicile). Les charges augmentent fortement en raison de l'augmentation du nombre de personnes ayant recours à cette aide.

L'office du logement (74) voit ses charges diminuer en raison du peu de demandes d'aide au logement.

Le réseau d'accueil de jour pour enfants (76) augmente de 8.7% par rapport au budget 2011 et de 33% par rapport aux comptes 2010.

Pour la Structure d'accueil collectif (760) les subventions augmentent fortement pour Croquelune, Carrousel, Fontaines et Souris Verte mais sont compensées partiellement par une recette

provenant de la convention inter-réseaux en raison de enfants non-nyonnais. Figure également dans ce compte une subvention pour les crèches des Hublotins et de la Mobilière (précédemment dans le cpte 71).

Le compte 761, Structure d'accueil familial de jour (=mamans de jour) subit une augmentation de 41% par rapport au budget 2011. Cela résulte d'une augmentation des salaires des accueillantes, d'une augmentation des heures de garde et de ce qui va avec, soit les achats de produits alimentaires et des loyers de locaux (fr. 2.- par heure et par enfant). Cette augmentation est compensée par des recettes (participation des parents) mais partiellement puisque le tarif facturé demeure inchangé.

L'UAPE Marchandises (762) voit son budget pratiquement doubler par rapport au budget 2011 en raison d'une subvention pour l'aide au démarrage en diminution, d'une adaptation à la réalité de la participation des parents et, en raison de **l'organisation d'un service de bus** qu'il a fallu multiplier par deux pour aller chercher et ramener les enfants à l'école en raison d'une pause de midi raccourcie d'une demi-heure (coût : fr. 72'000 ou 8,5% des charges de cette UAPE !).

Pour le compte 763, UAPE du Couchant, on constate une baisse au budget de 11.5% : une adaptation à la réalité des achats de produits alimentaires, une baisse de l'aide au démarrage compensée par une augmentation de la participation des parents expliquent ce résultat.

Le compte 764, Structure d'accueil Asse-Boiron, est un compte fermé ce qui signifie équilibré, ses frais de fonctionnement étant répercutés sur les communes concernées.

Travaux et environnement (compte 4)

Les charges du compte 4 augmentent de 2.54% par rapport au budget 2011 et de 7.95% par rapport aux comptes 2010.

Le compte 410 est nouveau et lié à l'environnement : le traitement (compte 3011) vient en diminution du compte 460 (réseaux égouts et épuration). Il y a un montant important pour l'entretien des cours d'eau (78'000) et pour honoraires et frais d'étude (55'000) : une bonne partie de cet argent est prévu pour la renaturation du Cossy qui sera largement subventionnée par la Confédération et le Canton.

Le réseau routier (430) augmente de 10.5%. La ligne 3142 augmente de fr. 96000 par rapport au budget 2010 en raison de la suppression de mesures d'économies et pour répondre aux diverses interpellations de conseillers communaux. La ligne concernant les honoraires et frais d'étude augmente également résultant de la nouvelle politique décidée concernant le réseau routier et expliqué à la page 23 du préavis. Le compte 480 (WC publics) passe également dans le compte 430.

Le compte 44, Parcs, promenades et cimetières reste stable. A noter le transfert des travaux (charges et recettes) pour l'UEFA au compte 172 (Centre sportif de Colovray).

Le compte 45, traitement des déchets reste également stable, Là aussi, nouveauté, on a extrait du compte 450 les frais et recettes liés à la SADEC pour créer un nouveau compte 455 dans le but de centraliser les flux financiers qui concernent cette société.

Le compte 460, Réseaux d'égouts et épuration, présente une charge de fr. 836'495.-. La ligne 3012, personnel auxiliaire (fr. 50'000), servira à faire des analyses de laboratoire pour garantir le rendement de la STEP. Pour la ligne 3114 (fr. 432'950) une partie de cette somme sera consacrée au lavage des tableaux électriques des STEP Rive et Asse. La ligne 3120, Eau, gaz, électricité, enregistre une forte augmentation : celle-ci est due à la remise en fonction de l'installation de séchage des boues (**alimentée en électricité verte**). Les honoraires et frais d'étude (ligne 3285) sont consacrés à la recherche de solutions pour stopper la réaction d'auto-échauffement des boues d'épuration séchées.

Pour finir ce compte enregistre une baisse importante des recettes, notamment la ligne 4341 : il s'agit de la taxe d'introduction (taxe perçue lors de la construction ou reconstruction de bâtiments), il y a moins de grands projets privés en 2012 (- fr. 800'000).

Administration générale (compte 1)

Les dépenses **augmentent** de 8.61% par rapport au budget 2011 et de 12.4% par rapport aux comptes 2010.

On remarque une baisse sensible des frais du Conseil communal par rapport à 2011, année électorale. Il faut savoir que les frais des prochaines élections cantonales qui auront lieu en mars 2012 sont pris en charge par le canton.

Les coûts de la Municipalité varient très peu. Pour le compte 110 (greffe municipal) on note une augmentation de la ligne 3012 (personnel auxiliaire) pour engager des stagiaires de l'IDHEAP. A la ligne 3171 (frais information, promotion) on voit un montant de fr. 20'000 prévu pour le relookage du site internet. Sur la ligne 3653 (aides à sociétés et manifestations) la charge de la location de la cantine a été transférée au compte 170 (Sports).

Pour le compte 111, Développement durable, on notera un projet intéressant (ligne 3657, fr. 30'000) en partenariat avec une dizaine de villes suisses concernant le développement d'un réseau de distribution d'eau à Nouakchott, capitale de la Mauritanie.

Pour le compte 112, Efficacité énergétique et énergies renouvelables, on note à la ligne 3667 (soutien à des projets privés) la volonté de faciliter l'accès à des subventions pour des privés ayant des projets concernant les énergies renouvelables.

Le compte 115 est un nouveau compte pour l'office juridique qui comptera 1,3 EPT précédemment rattaché à l'office du personnel (130). Le personnel auxiliaire (ligne 3012) est essentiellement engagé pour faire du classement. Deux montants importants encore dans ce compte : ligne 3185 (honoraires et frais juridiques), fr. 40'000 en raison de l'augmentation des procédures et à la ligne 3186 (primes d'assurances choses/RC), fr. 345'000 qui concerne les assurances du patrimoine administratif et leur contenu (assurance incendie par exemple).

Compte 130, service du personnel : les charges augmentent de 11.7% par rapport au budget 2011 et de 40.9% par rapport aux comptes 2010. On notera tout d'abord à la ligne 3011.00 (traitements) le transfert de 1.3 EPT à l'office juridique (115) et l'engagement sur la ligne 3011.01 d'un maturant supplémentaire. La ligne 3051 (primes assurance perte de gain) augmente de fr. 130'000. Les frais de formation (ligne 3091) augmentent de fr. 321'000 par rapport au budget 2011 (ou de 472'000 par rapport aux comptes 2010) : cette augmentation est essentiellement due à l'engagement de 7 aspirants pour l'école de police.

Le compte 15, Affaires culturelles et de loisirs, **augmente** de 10.9% par rapport au budget 2011 et de 13.3% par rapport aux comptes 2010.

Les comptes 150 (Musées, aff. Culturelle « adm »), 151 (Bibliothèque) et 152 (Archives communales) restent stables par rapport au budget 2011.

Le compte 153, Activités culturelles, loisirs **augmente** de 17.6% (+ fr. 246'400) par rapport au budget 2011 et de 20.4% (fr. 278'800) par rapport aux comptes 2010. Cette augmentation se résume à deux lignes de compte :

- tout d'abord à la ligne 3119, Achats œuvres d'art, + fr. 75'000 ligne qui a surpris la Cofin dans le sens que la Municipalité s'était engagée **à ne pas mettre ce montant au budget en cas de prévisions budgétaires mauvaises.**
- ensuite la ligne 3653, Subventions activités locales, + fr. 171'900. Cette augmentation est due en premier lieu à l'entrée en vigueur de la LEM (fr. 72'540), puis aux subventions supplémentaires allouées à la Fondation des Ecoles de Musique (nouveau) pour fr. 43'750, à Vision du Réel pour fr. 10'000 (total : fr. 380'000), au COV pour 10'790 (total : fr. 206'190), au FAR pour fr. 35'000 (total : fr. 220'000) et quelques montants plus modestes pour différentes sociétés.

Globalement les comptes 154 (Musée historique), 155 (Musée du Léman), 156 (Musée romain) et 157 (Atelier musées) **augmentent** de 11.24%, ou fr. 285'600 par rapport au budget 2011.

Une première explication : l'exposition temporaire spéciale consacrée au peintre nyonnais Abraham Hermanjat qui occasionne pour fr. 270'000 de frais répartis à travers les comptes cités ci-

dessus. **Vu le montant important investi, la Cofin estime qu'un préavis spécifique aurait dû être déposé pour cette exposition plutôt que de passer par le budget.**

En année normale, fr. 300'000 permettent d'organiser 3 expositions temporaires. La Cofin est également surprise qu'avec tout l'argent investi, on ne prévoit pas de recettes supplémentaires !

Le reste de l'augmentation est dû à l'engagement de collaborateurs scientifiques (lignes 3012), l'achat d'une nouvelle centrale d'alarme pour le musée du Léman (ligne 3189), des frais pour une exposition temporaire « Alix » au musée romain (lignes 3116 et 3156) ainsi qu'une subvention pour le festival du film d'archéologie toujours pour le musée romain (ligne 3653).

Le compte 17 Sports présente un budget équilibré par rapport au budget 2011 et aux comptes 2010. Ce service récupère la gestion de l'office de maintenance (concierges).

Pour le service des sports, compte 170, la ligne 3011 (traitements) augmente en raison d'un transfert de 0,9 EPT du Service des bâtiments à Sports. Le budget de la Fête des enfants (ligne 3170) figure dorénavant dans ce service. La ligne 3563-00 (indemnités aux sociétés sportives) demeure inchangée à fr. 300'000. Cette aide est distribuée selon une subtile clé de répartition qui n'est pas forcément comprise de tous ; un nouveau système est en cours d'étude.

Les aides ponctuelles aux sociétés sportives (ligne 3653-01, fr. 109'000) ont augmenté de fr. 60'000 pour divers événements spéciaux expliqués à la page 17 du préavis ; on sait déjà que l'un de ces événements (Championnat suisse d'athlétisme multiple) n'aura pas lieu en raison d'un problème de coordination entre la commune, l'UEFA et le Comité de bénévoles engagés dans cette opération selon la Municipalité.

Au compte 175, stade de Marens, on constate que la ligne 4390 (recettes diverses) est à zéro : en fait il s'agissait de la refacturation de l'énergie. Celle-ci est dorénavant directement facturée à la société locataire.

Le compte 19, Service informatique, **augmente** de 8.5% par rapport au budget 2011 et de 15.2% par rapport aux comptes 2010. Pour les explications se référer aux indications fournies avec le budget.

Police (compte 6)

Le compte 600, Service de police, augmente de 59,3% par rapport au budget 2011 et de 87.3% par rapport aux comptes 2010. Cette augmentation est due à la création de 7 EPT (2 EPT passés par le préavis « Incivilités » et 5 EPT par la voie de ce budget) en raison de la réforme policière. De nombreuses lignes de comptes sont touchées par ces engagements (voire budget). Pour rappel le Canton nous rétrocède 2 points d'impôt pour financer cette réforme mais reprend aussitôt ce qu'il nous a donné (ligne 3511, fr. 1'446'000) pour notre participation à ladite réforme policière.

Les comptes 611 et 612 restent stables ; la différence par rapport au budget 2011 s'explique par la fermeture du parking des Ruettes.

Le budget de l'office de la mobilité (compte 615) diminue par rapport au budget 2011 et augmente de 15% par rapport aux comptes 2010. La ligne 3657-00 (TPN) augmente mais est compensée par une recette supplémentaire (ligne 4657) payée par Nemaco. La facture cantonale (ligne 3657-01) diminue en raison de l'entrée en vigueur de Mobilis. La différence par rapport à 2009 s'explique aussi par la ligne 4362 aux recettes, remboursement TPN à qui nous avons trop versé. Pour les autres comptes, pas de remarque particulière si ce n'est au Contrôle des habitants (compte 620) une augmentation de la ligne 3659, achat abonnements journaliers CFF, justifiée par l'augmentation du prix desdits abonnements.

Domaines et bâtiments (compte3)

En 2012, les charges du compte no 3 **augmentent** de 6.1% par rapport au budget 2011 et de 13.8% par rapport au comptes 2010.

Le compte 34, Bâtiments du patrimoine administratif, diminue sensiblement de 16.6% et de 11.8% par rapport respectivement au budget 2011 et aux comptes 2010. Cette baisse est due pour l'essentiel aux transferts des charges d'énergie au compte 35.
Pour d'autres dépenses se référer aux explications fournies avec le budget.

Comme dit plus haut, le compte 35 voit ses charges prendre l'ascenseur (+ 167.7% par rapport au budget 2011 et +196.5% par rapport aux comptes 2010).
Au service des bâtiments (compte 351) la charge des traitements (ligne 3011) diminue en raison d'un transfert de 0.9 EPT aux Sports.

Le compte 354, Centre aéré des Alleveys voit ses charges augmenter sensiblement en raison de la prochaine réouverture qui deviendra annuelle au lieu d'être saisonnière comme maintenant.

L'explication principale de l'augmentation du compte 3 tient dans la création du nouveau compte 358, gestion des énergies des bâtiments communaux (fr. 1'827'700) selon le préavis 199 adopté par le Conseil récemment qui récupère les charges d'énergie des autres comptes (au total, fr. 1'713'900).

Instruction publique et cultes (compte 5)

Le compte no 5 présente un budget équilibré par rapport au budget 2011.
On remarque une augmentation dans les lignes 3012-00 des différents comptes (traitements personnel occasionnel) : en fait il s'agit d'une augmentation pour les devoirs surveillés.
Pour les autres postes, se référer aux explications fournies avec le budget.

Services Industriels (compte 8)

En raison du fait que les Services Industriels (SI) sont un centre de profit de la commune nous mentionnons dans les explications ci-après également les revenus des différentes activités.

Les SI budgétisent pour 2012 des charges de fr. 45'782'960 soit 0.92% de moins que le budget 2011 et 1.81% de plus que les comptes 2010. Les revenus se montent à fr. 48'326'310 (fr. 48'707'800 au budget 2011 et fr. 46'972'635 aux comptes 2010) Le solde positif budgétisé pour 2012 est de fr. 2'543'350 contre fr. 2'501'940 au budget 2011 et fr. 2'008'574 aux comptes 2010.

Les charges du service administratif (800) demeurent stables par rapport au budget 2011 et en augmentation de 4% par rapport aux comptes 2010. Les imputations internes représentent ce que les SI payent aux divers services de la commune selon une clé de répartition pour se coller au plus près de ce que la loi sur l'électricité autorise. Ces charges sont ensuite répercutées sur les activités (services) qui produisent des revenus (eau, gaz, électricité).

Le service des eaux (compte 31) est un compte fermé, le résultat (en général positif) est affecté à un fonds de réserve ad hoc. On note une diminution des amortissements (certains investissements étant totalement amortis) et une augmentation de l'attribution au fonds de réserve (lignes 3312 et 3813).

En 2012 le service prévoit des investissements de fr. 1'182'000, dont à déduire fr. 530'000 de participations (v. p. 73 du budget).

Le service électrique (compte 82) met au budget un solde positif de fr. 1'401'000, soit 24.1% de plus qu'au budget 2011 et 22.2% de plus que les comptes 2010. Par rapport à l'exploitation du réseau (820), le montant de fr. 78'900 sur la ligne 3012 servira à engager quelqu'un pour numériser le réseau.

Le réseau de distribution (821) est un compte fermé auquel on impute le timbre d'acheminement en amont (3123-00) et les frais d'exploitation du réseau (3901-00). Les charges sont ensuite répercutées au consommateur final (4351-00). Une nouveauté pour le budget 2012, la ligne 3162 (rétribution au propriétaire du réseau) disparaît, selon Elcom il n'est plus possible de rétribuer le propriétaire du réseau. Ce montant a été remplacé par une taxe d'utilisation du sol (0,7 ct/kWh) inclus dans le tarif de l'électricité.

Les activités commerciales (822) sont en hausse de 24,7% par rapport au budget 2011 et de 22.2% par rapport aux comptes 2010. Elles regroupent la vente d'électricité aux consommateurs.

Le solde net se retrouve dans le compte du service électrique. On note ici une baisse du prix de l'électricité.

En 2012, le service de l'électricité prévoit des investissements de fr. 1'313'000 dont à déduire fr. 300'000 de participations (v. p. 74 du budget).

L'éclairage public (823) est également un compte fermé. Ses charges sont supportées par les taxes sur l'éclairage public (ligne 4342).

Le compte 830, Service du gaz, rapporte moins que ce qui était prévu au budget 2011 (- 17.1%), mais plus que les comptes 2010 (+ 32.6%). On remarque une augmentation du prix d'achat compensée par une augmentation du prix de revente du gaz. La vente du gaz n'est pas soumise, comme l'électricité à des lois contraignantes si bien que cela laisse à la Municipalité une marge de manœuvre pour intervenir sur le prix du gaz.

Les amortissements (ligne 3312) et l'imputation interne des intérêts sur capital de dotation (ligne 3905) augmentent sensiblement les charges du service du gaz.

Les investissements prévus pour ce service sont de fr. 1'130'000 dont à déduire fr. 50'000 de participations. (v. p. 75 du budget).

Examen des revenus

Les examens des revenus (p. 8 du budget) concernent les revenus autres que ceux générés par les Services Industriels. Ils ont trait essentiellement aux rentrées fiscales.

Le budget prévoit des revenus en baisse par rapport aux comptes 2010 (-3 mio.) et en augmentation par rapport au budget 2010 (+ 3,75 mio.). Il faut rappeler que pour le budget 2011 nous avons une diminution de 6 points d'impôt que nous céditions au canton et pour le budget 2012, au contraire, c'est le Canton qui nous rétrocède 2 points d'impôt (réforme policière). Rappelons également que les rentrées fiscales de 2010 avaient été exceptionnelles en raison de différents rattrapages pas forcément pérennes. Tant que nous n'avons pas vu les comptes 2011 il est difficile d'estimer le degré de précision des rentrées prévues pour 2012, toutefois il semble que les dernières nouvelles soient plutôt bonnes par rapport aux données que nous avons lors de l'étude du préavis 15 (arrêté d'imposition). Reste l'environnement conjoncturel actuel qui est très incertain et qui incite à une certaine prudence.

Les recettes fiscales (40) sont en hausse par rapport au budget 2011 (+ fr. 2'681'000) et en baisse par rapport aux comptes 2010 (- fr. 7'130'000). Les patentes et concessions (41) sont en baisse par rapport au budget (- fr. 403'000) pour coller à la réalité des comptes 2010. Les revenus du patrimoine (42) baissent légèrement par rapport au budget 2011 (- fr. 123'500). Pour le compte 43, Taxes, émoluments, produits ventes, la baisse est de 2.17 % par rapport au budget 2011 en raison des baisses des taxes de raccordement (434), des ventes et prestations de service (435) et des remboursements de tiers (436). Le compte 44 (parts à des recettes cantonales) représente notre part à l'impôt sur le gain immobilier ; il est en forte hausse, le prix de vente des immeubles demeurant élevé. Les revenus de la péréquation directe (compte 45) augmentent de 1.35% par rapport au budget 2011, soit de fr. 225'900. Pour le compte 46 (autres prestations et subventions), l'augmentation (+ fr. 344'560) vient de la contribution de l'UEFA pour des dépenses assumées par la commune et des revenus supplémentaires provenant des parents pour les structures d'accueil de jour.

Remarques et propositions

Cela fait plusieurs années que la Cofin demande davantage de transparence au niveau des comptes de la ville. La Municipalité a tenu compte de ses remarques et le budget s'est nettement amélioré quant à sa lisibilité, mis à part quelques détails quant aux explications fournies qui manquent parfois. Pour les membres de la Cofin, il subsiste le problème des transferts de compte d'un service à un autre pour avoir, il est vrai, une meilleure analyse des charges ou produits mais qui rendent les comparaisons d'une année à l'autre difficiles et obligent les membres de la Cofin à un exercice de gymnastique cérébrale.

Une autre demande récurrente de la Cofin : la possibilité d'intégrer dans la présentation du budget des indications concernant l'exercice en cours, par exemple les comptes intermédiaires au 30 juin

ou 30 juillet. La Cofin étant plus axée à se baser sur la réalité (comptes 2010 dans le cas présent plutôt que le budget 2011).

De même plusieurs services nous présentent des lignes budgétaires nouvelles comportant des écarts importants par rapport aux exercices précédents sans aucuns commentaires écrits. De plus les responsables des dicastères (municipaux et chefs de service) que nous avons entendus sont trop souvent dans l'incapacité de renseigner la Cofin sur des lignes du budget concernant leur propre service dont ils ont la responsabilité mais dont l'imputation est faite par d'autres Services (RRH, BAT, EV par exemple).

Ce manque d'informations spontanées exigeant de nombreuses demandes de renseignements complémentaires, avec des allers et retours entre services, péjore le travail de la Cofin.

Conclusions

Comme dit plus haut, après un budget 2010 calamiteux avec un déficit prévu de fr. 9'200'000, qui avait entraîné toute une série de mesures d'économies qui ont porté leurs fruits, après un budget 2011 prévoyant un excédent de charges de fr. 1'023'000, la Cofin s'était mise à espérer étudier un budget 2012 équilibré.

Tel n'est pas le cas, et loin s'en faut.

Il y a la tuile de la facture du canton pour les acomptes de péréquation et la réforme policière qui augmentent le budget de fr. 8'700'000 par rapport à ce qui avait été prévu ; à ce sujet on aurait peut-être dû anticiper cette situation au vu de nos résultats 2010, mais ça, c'est facile de le dire après coup.

Reste en dehors de ce montant un déficit prévu de 2'400'000 ce qui porte le montant total de l'excédent de charges pour l'année 2012 à fr. 11'100'770.

Si l'on se plonge dans les anciens rapports de la Cofin concernant les budgets précédents, on peut lire ceci dans les conclusions du rapport concernant le budget 2010 qui, rappelons-le, prévoyait un déficit de fr. 9'200'000 : *« la Cofin ne propose pas de correction au budget tel qu'il vous est présenté. Elle partage par contre la préoccupation de la Municipalité face à la dégradation rapide de nos finances. Elle est donc unanime à déclarer qu'elle n'acceptera plus un budget avec un déficit d'une telle ampleur. »*. Parmi les signataires de ce rapport, 6 (sur 11) sont toujours membres de la Cofin. **Leur avis n'a pas changé.**

Lors des premiers débats concernant le budget, l'idée de la Cofin était de réduire le déficit de fr. 2'400'000. Comment ? A coups d'amendements sur différentes lignes de comptes nous nous sommes rapidement rendus compte que cela entrainerait un débat interminable au Conseil.

La solution suivante envisagée consistait à agir en déposant des amendements sur les comptes de fonctionnement des charges par nature à deux chiffres (cpte 30, autorités et personnel, cpte 31, biens, services et marchandises, cpte 36 aides et subventions) qui sont des comptes dont la Municipalité a la maîtrise.

Au fur et à mesure de l'avancée de nos travaux et de nos discussions nous nous sommes rendus compte qu'il y avait également possibilité d'agir sur les revenus (comptes à deux chiffres) tant il apparaît aux yeux de la Cofin que ceux-ci ont été sous-évalués, notamment la bascule de deux points d'impôt que l'on ne voit pas. La ligne 400, (p. 8 du budget), « Impôts sur le revenu/fortune/impôt personnel » n'enregistre aucune augmentation entre le budget 2011 et le budget 2012.

A partir de cette situation il est apparu évident à la Cofin qu'il n'était pas possible de déposer des amendements dans les deux sens si bien que la seule solution restante est la suivante :

La Cofin recommande au Conseil de refuser le budget tel que présenté.

De cette manière, la Municipalité, qui s'était retrouvée au pied du mur, dans le sens qu'elle a reçu la facture de la péréquation au dernier moment et n'a pas pu reprendre et tenter de faire une correction du budget avant de le soumettre au Conseil communal, pourra amener les corrections qu'elle souhaite y apporter sans que cela soit celles dictées par le Conseil. Certains prétendront qu'on peut laisser passer le budget comme présenté. Il est de la responsabilité de la Cofin de s'y opposer, en effet, des mesures correctives doivent être prises dans les meilleurs délais.

La Cofin trouverait acceptable si la Municipalité revenait devant le Conseil avec un nouveau budget au déficit réduit à environ fr. 8'000'000. Pour ce faire elle lui suggère d'agir à raison de deux tiers sur les charges et d'un tiers sur les revenus. Plusieurs pistes ont été évoquées tout au long de ce rapport, ou au cours des séances avec les municipaux.

Au vu de ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers, de prendre la décision suivante:

Le Conseil communal de Nyon

vu le préavis N° 22 concernant le Budget 2012, Crédits d'extensions des Services Industriels, Crédits routiers et d'assainissement pour l'entretien constructif, Plan d'investissements 2012 2016

ouï le rapport de la commission chargée de l'étude de cet objet,

attendu que ledit objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

décide :

1. De refuser les conclusions du préavis No 22

La Commission des finances:

Madame Bernadette Nelissen, Messieurs Jacques Pittet, David Saugy, Luciano de Garrini, Raymond Carrard, Braulio Mora, Jean Bischofberger, Philippe-Jean Perret, Olivier Pezzoli et Pierre Girard (président et rapporteur).